



# PERSPECTIVES DE GENRE SUR LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET LE DÉSARMEMENT

VUES D'AFRIQUE  
RAPPORT D'ATELIER



**UNIDIR**

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR  
LA RECHERCHE SUR LE DÉSARMEMENT

## À PROPOS DE L'UNIDIR

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) est un institut autonome, financé par des contributions volontaires, au sein de l'Organisation des Nations Unies. Parmi les rares instituts politiques dans le monde qui s'intéressent à la question du désarmement, l'UNIDIR apporte des connaissances et encourage le dialogue et l'action sur le désarmement et la sécurité. Basé à Genève, l'UNIDIR aide la communauté internationale à formuler des idées concrètes et innovantes pour trouver des solutions aux problèmes critiques en matière de sécurité.

## À PROPOS DU PROGRAMME « GENRE ET DÉSARMEMENT »

Le programme Genre et désarmement vise à contribuer aux objectifs stratégiques consistant à parvenir à l'égalité des genres dans les instances de désarmement et à l'application effective des perspectives de genre dans les processus de désarmement. Il comprend des activités de recherche originale et de sensibilisation et le développement d'outils de référence pour aider les acteurs et actrices du désarmement à transformer la prise en compte des questions de genre en action concrète.

## REMERCIEMENTS

Le soutien apporté par les principaux bailleurs de fonds de l'UNIDIR constitue le socle sur lequel repose l'ensemble des activités de l'Institut. Le programme Genre et Désarmement est soutenu par les gouvernements de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Irlande, de la Norvège, de la Suède et du Royaume-Uni.

Le présent rapport est un résumé des thèmes, visions et recommandations d'un atelier organisé à Entebbe (Ouganda) les 25 et 26 février 2020. L'auteure exprime sa gratitude à tout(e)s les participant(e)s pour avoir partagé leurs connaissances et leur expérience. L'auteure remercie Joanitah Akoyo, Renata Dwan, Renata H. Dalaqua, Lenka Filipová et Einas Mohammed pour leurs observations et suggestions judicieuses sur les versions précédentes. L'auteure tient également à remercier Valentina Bacco, Stella Kigozi, Pauline Warnotte, et Laetitia Zarkan pour leur aide dans la préparation de la présente publication.

## NOTES

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des informations qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les opinions exprimées dans cette publication relèvent de la seule responsabilité individuelle de l'auteure. Elles ne reflètent pas nécessairement les vues ou opinions de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNIDIR, de son personnel ou des organismes qui le parrainent.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Contexte</b>	<b>1</b>
<b>Enseignements et Recommandations</b>	<b>3</b>
<b>Résumé des Discussions</b>	<b>7</b>
1. Du programme pour les femmes, la paix et la sécurité à la maîtrise des ALPC intégrant la dimension de genre	<b>9</b>
1.1 <i>Le rôle des structures nationales dans la maîtrise des ALPC</i>	12
1.2 <i>L'analyse de la dimension de genre et la collecte de données afin d'améliorer la maîtrise des armements et le désarmement</i>	14
2. Au-delà des ALPC : intégrer la dimension de genre dans les secteurs de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle et des armes de destruction massive	<b>16</b>
3. Participation et leadership des femmes dans la maîtrise des armements et le désarmement	<b>19</b>
<b>Glossaire Terminologique</b>	<b>24</b>
<b>Programme de l'Atelier</b>	<b>26</b>

## À PROPOS DE L'AUTEURE



**CHRISTINE BUTEGWA** est experte dans le domaine du genre et du développement et compte 20 années d'expérience dans la programmation relative au genre et aux droits des femmes. Christine est titulaire d'une maîtrise en communication de l'Université de Leeds et d'une licence en communication de masse de l'Université Makerere.

## À PROPOS DU PHOTOGRAPHE



**JJUMBA MARTIN** est photographe indépendant et autodidacte. Il compte 10 années d'expérience dans la photographie documentaire. Son travail est axé sur les récits de vie quotidienne. Il a travaillé intensivement dans la région de l'Afrique de l'Est et dans l'ensemble de l'Afrique.

## LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

<b>ALPC</b>	Armes légères et de petit calibre
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>FPS</b>	Les femmes, la paix et la sécurité
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>PAN 1325</b>	Plans d'Action Nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité
<b>RECSA</b>	Centre régional des armes légères dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États voisins
<b>STIM</b>	Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques
<b>UA</b>	Union Africaine
<b>VBG</b>	Violence basée sur le genre



## CONTEXTE

En 2000, la résolution 1325 du Conseil de sécurité a affirmé qu'une paix durable est inextricablement liée à l'égalité des genres. Il s'agissait de l'inauguration officielle de l'agenda pour les femmes, la paix et la sécurité (FPS), un cadre normatif qui place les droits et les rôles des femmes au premier rang de tous les efforts de prévention et de résolution des conflits, de protection des civils dans les situations de conflit et de reconstruction post-conflits. Depuis, les États africains ont été au premier plan des efforts visant à mettre en œuvre l'agenda FPS, avec vingt-cinq États élaborant et appliquant les plans d'action nationaux (PAN) liés à la résolution 1325. En 2014, l'Union Africaine (UA) est devenue la première organisation régionale à désigner un envoyé spécial sur les questions FPS.

Cette année, alors que l'agenda FPS célèbre son vingtième anniversaire, est également celle au cours de laquelle les États membres de l'UA ont fait de l'objectif « Faire taire les armes » leur priorité principale. Ceci offre une occasion opportune d'aborder les questions liées à la maîtrise des armements en tenant compte de l'égalité des genres et de renforcer les convergences entre ces domaines politiques qui sont souvent considérés séparément. Plus précisément : que peut-on faire pour intégrer les PAN 1325 aux plans d'action nationaux sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) ?

Quels sont les outils nécessaires pour intégrer la dimension de genre dans les initiatives de maîtrise des armements ? Quels sont les obstacles et les opportunités pour améliorer la participation des femmes dans le contexte des armes et des technologies de sécurité, telles que la cybersécurité et l'intelligence artificielle ?

Ces questions ont orienté l'atelier **Perspectives de genre sur la Maîtrise des Armements et le Désarmement : vues d'Afrique**, organisé par l'UNIDIR à Entebbe, en Ouganda, les 25 et 26 février 2020. L'atelier a rassemblé des diplomates, des officiers de l'armée, des responsables politiques, des militant(e)s, des praticien(ne)s de la société civile et des universitaires de plus d'une dizaine de pays africains, ainsi que des représentant(e)s d'organisations régionales et internationales. Pendant deux jours, les participant(e)s ont échangé des idées de stratégies, des résultats de recherche et des expériences vécues sur la dynamique de genre dans des contextes de violence armée et d'insécurité. Ils et elles ont analysé des initiatives récentes et proposé des recommandations visant à améliorer la compréhension des perspectives de genre et leur pertinence pour la paix et la sécurité.





## ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

### » INTÉGRER LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET LE DÉSARMEMENT DANS L'AGENDA FPS

Les politiques liées à l'agenda FPS ont joué un rôle déterminant dans la promotion de la participation des femmes dans les structures de sécurité et la mise en évidence du lien entre les rôles de genre et la violence. Cependant elles n'ont, pour la plupart, pas été utilisées pour aborder les liens entre les rôles de genre et la violence armée, entre la masculinité violente, les armes et la violence basée sur le genre (VBG). Il s'agit là d'une occasion manquée, étant donné que les politiques et programmes visant à mieux réglementer le commerce des armes, à réduire les flux d'armes illicites et à prévenir le détournement des armes concernent l'ensemble des piliers de l'agenda FPS : Prévention, Participation, Protection, Secours et Relèvement.

La première étape pour renforcer les synergies entre ces domaines politiques serait d'inclure la maîtrise des armements et du désarmement dans l'agenda des

réunions FPS à l'échelle locale, nationale et internationale. Cela permettrait un dialogue entre les spécialistes de la maîtrise des armements et ceux de l'agenda FPS, et ouvrirait la voie à une plus grande intégration. Les gouvernements nationaux, les organisations internationales et les groupes de la société civile devraient également s'efforcer de prendre des mesures en vue de renforcer les compétences en matière de maîtrise des armements au sein de la communauté FPS et d'intégrer les mesures de maîtrise des armements dans la législation nationale pour la lutte contre la violence contre les femmes et dans les PAN 1325.

### » PRENDRE AU SÉRIEUX LES RÔLES DE GENRE LORS DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES POUR LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET LE DÉSARMEMENT

Les dynamiques de genre peuvent influencer la probabilité d'être la cible de systèmes d'armement, la possibilité de

devenir une victime/un(e) survivant(e) de la violence armée, la capacité d'accéder à des soins médicaux à la suite de conflits armés et les répercussions biologiques, psychologiques et économiques à long terme des armes sur les personnes. Des exemples précis de ces combinaisons ont été abordés lors de l'atelier, dont le conflit et le programme de désarmement qui en a résulté dans la région de Karamoja, en Ouganda, dans les années 1990 et au début des années 2000.

Afin de veiller à ce que la connaissance de la dynamique de genre à l'échelle locale contribue aux processus d'élaboration des politiques relatives aux armes légères et de petit calibre à l'échelle nationale et internationale, il est important de disposer de systèmes de collecte de données ventilées par genre et de l'expertise nécessaire sur les questions de genre pour traiter et analyser les informations récoltées. Les structures nationales chargées de la maîtrise des armements pourraient être essentielles à cet égard et certaines d'entre elles ont déjà commencé à intégrer les considérations de genre au cœur de leur travail, y compris les commissions nationales de la Côte d'Ivoire sur les ALPC et le coordinateur de l'Ouganda sur le contrôle des armes légères.

Des programmes de formation régionaux et continentaux pourraient être mis en place afin d'étendre les bonnes pratiques et de stimuler les capacités nationales pour intégrer les questions de genre tout au long du cycle de vie des armes légères et pour collecter des données ventilées par genre. Des institutions telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix, le Centre du Rotary pour la paix de l'Université Makerere et le futur Centre des femmes pour la paix en Namibie pourraient y contribuer en dispensant des formations sur l'intégration de la dimension de genre dans la maîtrise des armements et le désarmement, ainsi qu'en créant des espaces permettant aux États de partager leurs expériences dans ce domaine.

## » AMÉLIORER LA COORDINATION MULTISECTORIELLE ENTRE LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

L'agenda FPS et la maîtrise des ALPC intégrant la dimension de genre ont plus de chances de réussir lorsque les agences gouvernementales travaillent ensemble. Les participant(e)s ont convenu que des efforts exceptionnels devaient être consentis pour renforcer les liens entre les différents ministères, tels que ceux du genre, de la justice et de la santé et les agences nationales qui travaillent sur les questions relatives à la sécurité. Une expérience positive à cet égard est la participation du ministère de l'Ouganda pour l'égalité des genres au processus d'examen des plans ALPC, qui a débouché sur l'introduction d'un indicateur spécifique sur les questions de genre transversales dans le plan d'action révisé.

Pour aller plus loin, les États pourraient rationaliser les politiques connexes en élaborant les PAN 1325 en lien avec les plans d'action nationaux pour la maîtrise des ALPC, en établissant des objectifs et des indicateurs interdépendants pour les deux instruments ainsi que des cadres communs de suivi et d'établissement de rapports. Si elles sont bien menées, ces actions pourront optimiser l'utilisation des ressources financières et accélérer les progrès sur les deux fronts.

## » LUTTER CONTRE LES STÉRÉOTYPES LIÉS AU GENRE ET PROMOUVOIR L'INTÉGRATION DES PERSPECTIVES DE GENRE DANS LES DOMAINES DE LA CYBERSÉCURITÉ, DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DE LA BIOTECHNOLOGIE

Les participant(e)s ont noté avec inquiétude le faible niveau de participation des femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) en Afrique. Ils et elles ont suggéré que des initiatives telles que des bourses d'études, des bourses de recherche et des stages pour les jeunes femmes soient mises en place



pour accroître l'engagement des femmes dans des domaines nouveaux et prometteurs, tels que la cybersécurité, l'intelligence artificielle et la biotechnologie. L'investissement dans la prochaine génération permettrait de tirer parti du dividende démographique africain, conformément aux objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Outre l'égalité des genres, il est important de s'assurer que les politiques technologiques tiennent compte des perspectives de genre. Actuellement, la plupart des cadres relatifs à la cybersécurité, à l'intelligence artificielle et à la biotechnologie ne prennent pas en compte les questions de genre, telles que les incidences différenciées de la technologie, l'accès inégal aux ressources, l'inégalité entre les genres et le harcèlement sexuel dans le domaine des STIM. Pour changer cela, les États membres pourraient inscrire la dimension de genre à l'ordre du jour des réunions multilatérales et établir des stratégies d'intégration de la perspective de genre dans les comités et agences spécialisées, par exemple le Groupe d'expert(e)s de l'UA pour la cybersécurité et le Comité des services de renseignement et de sécurité africains.

**» METTRE EN PLACE DES INITIATIVES DE MENTORAT, D'ENCADREMENT ET DE « HeForShe » CAPABLES DE PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ**

Malgré les progrès réalisés par les gouvernements africains quant à l'augmentation du nombre de femmes dans les institutions de sécurité, la participation active va au-delà de la représentation numérique. Parmi les défis mis en évidence par les participant(e)s à l'atelier se trouvent les stéréotypes sexistes, la masculinité violente liée aux armes, les préjugés de genre en matière de recrutement et de promotion ainsi que les obstacles institutionnels auxquels font face les femmes dans l'armée.

Les participant(e)s ont convenu de l'importance des modèles et des mentors capables de soutenir les femmes et de les encourager à prendre des mesures susceptibles de faire progresser leur carrière dans des environnements dominés par les hommes. Les participant(e)s ont identifié un besoin en initiatives ciblées, telles que des stratégies de leadership,

des réseaux de mentorat et des programmes d'encadrement.

Bien que l'objectif serait d'améliorer la position des femmes dans le domaine de la sécurité, ces initiatives devraient également s'adresser aux hommes. Les programmes de renforcement des capacités à la fois pour les femmes et les hommes devraient avoir pour objectif des approches transformatrices du genre qui supprimeraient les relations de pouvoir inégales qui se manifestent dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement. De plus, des initiatives telles que HeForShe devraient être encouragées, car elles invitent les hommes à être des acteurs du changement et à agir pour promouvoir l'égalité des genres.

### » ACCROÎTRE LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES INTÉGRANT LA DIMENSION DE GENRE ET DES GROUPES DE FEMMES TRAVAILLANT SUR LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET LE DÉSARMEMENT

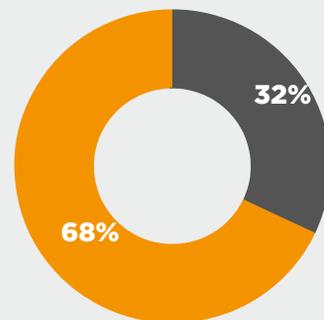
La question du financement sous-tend l'ensemble de ces recommandations. Les participant(e)s ont mis en lumière la nécessité de financer les politiques intégrant la dimension de genre par des donateurs volontaires. Ils et elles ont noté que la collecte de données ventilées par sexe et par genre pourrait devenir une exigence pour le financement par les donateurs, afin d'encourager la dimension de genre dans la programmation, le suivi et l'évaluation de la maîtrise des ALPC et du désarmement.

En outre, les donateurs et donatrices devraient également soutenir les organisations de la société civile qui militent pour la sécurité communautaire et contre la prolifération des armes illicites, notamment lorsque ces initiatives sont menées par des organisations de femmes et des militantes. La mise à disposition de fonds spécifiques pour les organisations de femmes est essentielle, en particulier à un moment où

les organisations de femmes en Afrique font face à des difficultés liées à la baisse de leurs financements.<sup>1</sup>

## STILL BEHIND THE CURVE

La proportion de femmes participant à la diplomatie de la maîtrise des armements, de la non-prolifération et du désarmement a augmenté régulièrement au cours des quatre dernières décennies, mais les femmes restent sous-représentées.



En moyenne, les femmes ne représentent que 32 % des diplomates dans les grandes réunions multilatérales traitant des armes, alors que les hommes en représentent 68 %. Le déséquilibre est encore plus important au niveau des instances dirigeantes, puisque les hommes sont plus nombreux que les femmes à la tête des délégations dans une proportion de 3 pour 1.



Au rythme actuel, il faudra encore deux décennies pour atteindre la parité des genres dans la diplomatie du désarmement et près de cinq décennies (2065), pour atteindre l'équilibre entre les genres parmi les chefs de délégation.

Pour en savoir plus, consultez le rapport 2019 de l'UNIDIR, « *Still Behind the Curve* », à l'adresse suivante : [unidir.org/stillbehindthecurve](https://unidir.org/stillbehindthecurve)

<sup>1</sup> Un examen de soutien financier accordé par les principaux États donateurs a révélé que moins de 10 % de l'aide internationale liée aux questions de genre est destinée à des organisations et institutions de promotion de l'égalité homme-femmes. Voir Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : *Aide à l'appui de l'égalité homme-femme et à l'autonomisation des femmes (tableaux statistiques annuels)*, 2019, <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/Aid-to-gender-equality-donor-charts-2019.pdf>.



# **RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS**





## 1. Du programme pour les femmes, la paix et la sécurité à la maîtrise des ALPC intégrant la dimension de genre

La prolifération et l'utilisation abusive des ALPC est un phénomène mondial qui a touché une multitude de personnes autour du globe. En raison de leur accessibilité, de leur faible coût et de leur facilité d'utilisation, les armes légères et de petit calibre sont aujourd'hui des armes de choix dans la plupart des conflits dans le monde.

Il existe plus d'un milliard d'armes à feu, dont la grande majorité (857 millions) est entre les mains de civils.<sup>2</sup> La majorité des propriétaires d'armes à feu sont des hommes. De même, les hommes représentent la majorité des professionnels travaillant dans les secteurs qui impliquent l'utilisation d'armes de petit calibre (ex.

les forces de l'ordre, l'armée et la sécurité privée).

Les hommes sont les auteurs de la plupart des incidents liés aux armes à feu. Ils en constituent également la majorité des victimes. À l'échelle mondiale, on estime que les hommes représentent 84 % des victimes des armes à feu, mais cette proportion peut être plus élevée dans certaines régions du monde, par exemple en Amérique du Sud, en Amérique centrale et en Afrique australe.<sup>3</sup>

Les femmes ne possèdent qu'une part mineure des armes à feu, mais sont représentées de manière disproportionnée parmi les victimes de ces armes. Une arme de petit calibre est utilisée dans environ un

<sup>2</sup> Aaron Karp, *Estimating Global Civilian-Held Firearms Numbers*, document d'information, Small Arms Survey, 2018, p. 3, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/T-Briefing-Papers/SAS-BP-Civilian-Firearms-Numbers.pdf>.

<sup>3</sup> Gergley Hideg et Anna Alvazzi del Frate, *Darkening Horizons: Global Violent Deaths Scenarios*, 2018–30, document d'information, Small Arms Survey, 2019, p. 5, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/T-Briefing-Papers/SAS-BP-Violent-Deaths-Scenarios.pdf>.

tiers de l'ensemble des féminicides. Dans les pays affichant les taux de féminicides les plus élevés, plus de la moitié de ces meurtres sont perpétrés avec des armes de petit calibre.<sup>4</sup> La plupart des auteurs de féminicides sont des hommes et sont souvent connus de la victime. Il s'agit souvent de leur partenaire intime actuel ou ancien, de membres de leur famille ou d'amis. La présence d'une arme à feu augmente le risque de féminicide dans le contexte domestique.<sup>5</sup>

Ces faits illustrent le lien entre le genre et l'utilisation des armes et soulignent l'importance d'aborder les normes, identités et inégalités socialement construites sur le genre dans la maîtrise des ALPC. Une prise en compte réelle de la dimension de genre dans la maîtrise des ALPC pourrait permettre de lutter contre les principales causes de la violence liée aux armes de petit calibre et d'identifier des solutions concrètes afin de réduire cette violence. En ce sens, la maîtrise des ALPC intégrant la dimension de genre peut contribuer à sauver des vies et des communautés.<sup>6</sup>

Les participant(e)s à l'atelier ont étudié les différentes stratégies qui ont été utilisées aux niveaux continental et national afin d'intégrer la dimension de genre dans la maîtrise des ALPC et dans des initiatives plus larges visant à promouvoir la paix et la sécurité. Ils et elles ont observé qu'au cours de la dernière décennie, l'Union Africaine a mis en place des campagnes, des feuilles de route et des cadres d'établissement de rapports visant à sauver des vies, à mettre fin aux guerres et à réduire la violence armée. L'initiative la plus connue est la campagne « Faire taire les armes d'ici 2020 », dont la date butoir a été jugée trop ambitieuse par certains.

Des activistes de la société civile ont

cherché à sensibiliser l'opinion publique à la nécessité d'amplifier l'intervention des femmes et des filles pour faire taire les armes en Afrique, en faisant de cette question le thème principal de la réunion consultative de la société civile avant le sommet de l'UA 2020.<sup>7</sup> Des activistes, des expert(e)s et des représentant(e)s officiel(le)s de toutes les régions d'Afrique se sont réunis à Addis-Abeba afin d'examiner les lacunes existantes qui entravent la réalisation de l'initiative « Faire taire les armes en Afrique », y compris la nécessité d'« accroître la participation des femmes et des filles dans les mécanismes de prévention, les interventions pour la construction de la paix et les efforts de reconstruction après les conflits ».<sup>8</sup>

Ces tentatives d'inclure la voix des femmes et les perspectives de genre dans les initiatives de maîtrise des armements sont une évolution encourageante, étant donné que la plupart des efforts en faveur de l'égalité des genres dans les discussions sur la sécurité tendent à se concentrer dans le cadre de l'agenda FPS. Si les politiques liées à l'agenda FPS ont été essentielles pour promouvoir la participation des femmes dans les structures de sécurité et pour attirer l'attention sur le lien entre les rôles de genre et la violence, elles n'ont, pour la plupart, pas permis de considérer le rôle de la maîtrise des armements dans les quatre piliers de l'agenda FPS : Prévention, Participation, Protection, Secours et Relèvement.

L'UA a par exemple élaboré un cadre de résultats décennal pour le suivi de la mise en œuvre de l'agenda FPS. Adopté en 2018, ce document définit les indicateurs clés permettant aux États de suivre leur mise en œuvre de l'agenda FPS. Bien que plusieurs de ces indicateurs aient trait aux violences sexuelles et à la violence basée

<sup>4</sup> Module MOSAIC, *Women, Men and the Gendered Nature of Small Arms and Light Weapons*, Nations Unies, 2018.

<sup>5</sup> SEESAC, *Gender and SALW. Gender Aspects of SALW and How to Address Them in Practice*, 2018, p. 10, <http://www.seesac.org/f/docs/Gender-and-Security/Gender-Aspects-of-SALW---ENG-28-09-2018.pdf>.

<sup>6</sup> Voir également *Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, Gender Responsive Small Arms Control in the Decade for Action for the SDGs*, Centre pour la coopération internationale, 2020, <https://www.sdg16.plus>.

<sup>7</sup> Campagne « Gender Is My Agenda », <http://www.genderismyagenda.com>.

<sup>8</sup> Union Africaine, *Bridging the Gap of Women's Role in the Peace and Security Agenda*, communiqué de presse, 4 février 2020, <https://au.int/en/pressreleases/20200204/bridging-gap-womens-role-peace-and-security-agenda>.



Mon plus grand défi a été de savoir comment procéder à la maîtrise des armes légères dans les situations de sécurité et de construction de la paix après les conflits. Comment y parvenir efficacement avec des paramètres qui ne sont pas connus ? Comment établir un équilibre entre le contrôle des frontières et la promotion des mouvements transfrontaliers ? »

– **ONYINYE ONWUKA**  
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES  
ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



sur le genre, le document ne reconnaît pas explicitement le fait que ces violences sont facilitées par les armes.<sup>9</sup>

C'est également souvent le cas à l'échelle nationale. Près de la moitié de l'ensemble des membres de l'UA a adopté les PAN 1325, mais peu de ces plans comprennent des références au désarmement ou prévoient des actions spécifiques en matière de maîtrise des armements. Lors de l'atelier, les participant(e)s ont fait observer que l'Ouganda élabore actuellement son troisième PAN 1325. Bien que les deux premiers missent l'accent sur la lutte contre la violence basée sur le genre dans le contexte de la violence armée dans le nord de l'Ouganda, la maîtrise des armements ne figurait pas explicitement parmi les mesures de protection, par exemple.

Conformément aux actions menées par l'UA, cinq des huit communautés économiques régionales d'Afrique ont adopté des cadres stratégiques pour l'agenda FPS.<sup>10</sup> Au cours de l'atelier, les participant(e)s ont eu l'occasion de prendre connaissance et de discuter des mesures prises par la CEDEAO en vue de renforcer la mise en œuvre de l'agenda FPS par ses États membres et de lier ces actions à la maîtrise des ALPC. L'organisation dispose d'un comité consultatif sur l'agenda FPS, constitué de représentant(e)s des sept divisions, dont la division des armes légères. En 2018, la CEDEAO a commencé à travailler sur une étude de référence sur la maîtrise des armes légères intégrant la dimension de genre afin d'évaluer le contexte régional de la prolifération, de la circulation et du trafic illicites des ALPC et leurs effets sur les femmes et les filles par

<sup>9</sup> Bureau de l'Envoyé spécial pour le programme FPS, *Cadre continental de résultats pour l'établissement de rapports et le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité en Afrique (2018 - 2028)*, Commission de l'Union Africaine, 2019, <https://au.int/fr/documents/20190204/resultats-pour-letablissement-de-rapports-et-le-suivi-de-la-mise-en-oeuvre-de>.

<sup>10</sup> Il s'agit de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Voir Forum d'Assouan : *More than a Seat at the Table: Advancing the Implementation of the Women, Peace and Security Agenda in Africa*, septembre 2019, <https://www.cairopeacekeeping.org>.

rapport aux hommes et aux garçons.

S'appuyant sur l'étude de référence, la CEDEAO a établi un plan d'action régional sur l'intégration de la dimension de genre dans la maîtrise des ALPC, qui a été validé en octobre 2019. Ce plan d'action prévoit des mesures pratiques pour lutter contre la prolifération des ALPC et l'utilisation abusive des ALPC dans une perspective de genre. La CEDEAO travaillera avec les commissions nationales sur les ALPC dans la région pour mettre en œuvre le plan d'action régional visant à promouvoir la maîtrise des ALPC intégrant la dimension de genre.

Actuellement, la commission de la CEDEAO envisage d'établir un mécanisme de surveillance de la violence armée afin de collecter, de vérifier et d'analyser les données et informations sur la violence liée aux ALPC, y compris la violence basée sur le genre. Des discussions ont par ailleurs été menées sur la révision des cadres juridiques et normatifs de la CEDEAO sur la maîtrise des ALPC afin d'y inclure des perspectives de genre.

### 1.1 Le rôle des structures nationales dans la maîtrise des ALPC

Au cours des discussions, les participant(e)s ont observé que les PAN 1325 ont rarement été élaborés en corrélation avec les plans d'action nationaux pour la maîtrise des ALPC. Ils et elles ont affirmé la nécessité de saisir ce qu'ils et elles considéraient comme des occasions manquées et de renforcer les synergies entre ces plans à l'échelle nationale. À cet égard, les structures nationales chargées du contrôle des ALPC pourraient offrir de bonnes perspectives pour une intégration accrue entre l'agenda FPS et la maîtrise des armements et le désarmement.

Dans les États d'Afrique de l'Ouest, les commissions nationales sur les ALPC

sont les autorités chargées de la mise en œuvre de la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre. Elles fonctionnent également comme homologue national de la division des armes légères de la Commission de la CEDEAO. Dans d'autres régions d'Afrique, des États peuvent ne pas avoir de commission nationale établie, mais plutôt un point de contact national sur les ALPC.<sup>11</sup> En dépit de ces différences, les commissions nationales sur les ALPC et les points focaux nationaux disposent d'une expérience limitée de l'intégration des considérations de genre dans leurs activités essentielles.

En 2014, la Commission nationale de la Côte d'Ivoire a organisé sa première table ronde sur la dimension de genre et les ALPC, réunissant 25 dirigeant(e)s d'associations de femmes et de femmes membres des forces de l'ordre afin d'examiner la maîtrise des armes à feu et les mesures de sécurité. Au-delà des activités de sensibilisation, la Côte d'Ivoire s'emploie également à établir une loi qui intègre la dimension de genre dans les processus de maîtrise des armements dans le pays. Se félicitant de cette initiative, les participant(e)s ont souligné l'importance d'une législation qui favorise efficacement l'intégration d'une perspective de genre dans la maîtrise des ALPC.

En Ouganda, le coordinateur national pour le contrôle des armes légères est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour la maîtrise des ALPC. Guidé par les cadres régionaux de maîtrise des armements, l'Ouganda a élaboré et mis en œuvre trois de ces plans. Un examen du premier plan de maîtrise des ALPC (2004-2009) a révélé que les questions transversales liées au genre, aux droits de l'homme, au VIH/SIDA et à l'environnement n'avaient pas été articulées adéquatement ou mises en œuvre. Dans le plan d'action suivant (2012-2017), un objectif spécifique visant

<sup>11</sup> 93 % des États d'Afrique disposent de mécanismes de coordination nationaux sur les ALPC. Voir Commission de l'Union Africaine et Small Arms Survey, *Afrique Weapons Compass: Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa*, 2019, p. 26 <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-AU-Weapons-Compass.pdf>.



Nous avons besoin d'une analyse de la dimension de genre comme fondement pour la connaissance et la compréhension des questions liées aux perspectives de genre dans la maîtrise des armes légères. Nous devons aussi nous interroger sur la reproduction des stéréotypes de genre dans la maîtrise des armes légères et le désarmement. »

– MIA SCHÖB  
SMALL ARMS SURVEY



à traiter les questions transversales a été ajouté et comportait, notamment, l'élaboration d'un cadre pour l'intégration de la dimension de genre dans la maîtrise des ALPC.<sup>12</sup>

La participation du ministère du genre au processus d'examen a été essentielle dans l'expérience ougandaise. Depuis lors, le coordinateur national ougandais pour le contrôle des armes légères a établi un système multisectoriel afin de collecter des données ventilées par sexe et genre en collaborant avec les agences gouvernementales et non gouvernementales concernées, dont les travaux permettent d'établir le lien avec les ALPC et la violence basée sur le genre, tels que la police, l'armée, le ministère de la santé, le ministère du genre et le Bureau des statistiques ougandais.

Les participant(e)s ont souligné l'importance des engagements multisectoriels dans la poursuite de la paix et du désarmement. L'agenda FPS et la maîtrise des ALPC intégrant la dimension de genre ont plus de chances de réussir

lorsque les institutions et les parties prenantes collaborent. Les participant(e)s ont convenu que des efforts exceptionnels devraient être consentis pour renforcer les liens entre les différents ministères, tels que ceux du genre, de la justice et de la santé et les agences nationales se penchant sur les questions relatives à la sécurité en vue d'intégrer la dimension de genre et de renforcer les synergies entre les PAN 1325 et les plans d'action nationaux pour la maîtrise des ALPC.<sup>13</sup>

À cet égard, les participant(e)s ont également mis en évidence l'importance des activités de développement des capacités susceptibles de stimuler les capacités des structures nationales pour la maîtrise des ALPC en vue d'intégrer une perspective de genre tout au long du cycle de vie des armes légères. Des institutions telles que la CEDEAO et le Centre International Kofi Annan de formation au maintien de la paix ont joué un rôle essentiel dans la formation des acteurs nationaux. Le gouvernement namibien est en train de créer un centre international des femmes pour la paix, qui

<sup>12</sup> Point de contact national de l'Ouganda sur les armes légères et de petit calibre, *Uganda National Action Plan on Arms Management and Disarmament 2012–2017*, ministère de l'intérieur, <https://www.mia.go.ug/sites/default/files/txt,%20pdf,%20doc,%20docx,%20ps/NAP%202012-2017.pdf>.

<sup>13</sup> Bureau de l'Envoyé spécial pour le programme FPS, *Continental Results Framework: Monitoring and Reporting on Implementation of Women, Peace and Security Agenda in Africa (2018–2028)*, Commission de l'Union Africaine, 2019, [https://au.int/sites/default/files/documents/35958-doc-continental\\_results\\_framework\\_wps\\_.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/35958-doc-continental_results_framework_wps_.pdf).



Dans la région de Karamoja, où j'ai fait des recherches sur le désarmement, ce sont surtout les femmes qui transportaient les armes vers les stocks de désarmement. Les hommes craignaient d'être identifiés. La société étant patriarcale, les femmes étaient tenues de transporter les armes illicites vers les centres de désarmement. »

– **DAVID OBOT**  
 RÉSEAU DES CHERCHEURS ET  
 UTILISATEURS DE RECHERCHE  
 OUGANDAIS

proposera également des formations sur les questions de genre aux spécialistes de la sécurité en Afrique.

## 1.2 L'analyse de la dimension de genre et la collecte de données afin d'améliorer la maîtrise des armements et le désarmement

Les participant(e)s à l'atelier ont reconnu que le recours à l'analyse de la dimension de genre par les responsables politiques et les spécialistes revêtait une importance cruciale pour comprendre l'incidence différenciée de la violence armée, ainsi que pour orienter l'élaboration et la mise en œuvre de des politiques et des programmes de maîtrise des armements et de désarmement.

L'analyse de la dimension de genre permet d'examiner de manière critique la manière dont les différences entre les rôles, les activités, les besoins, les opportunités et les droits liés au genre influent sur les relations entre les genres, leur accès aux ressources et la maîtrise de celles-ci ainsi

que sur les contraintes auxquels ils et elles sont soumis(e)s les uns par rapport aux autres. En ce qui concerne la maîtrise des armements, l'analyse de la dimension de genre peut être utile pour identifier et aborder les normes sous-jacentes liées au genre et leur lien avec les armes et la violence armée.<sup>14</sup>

Dans une perspective de genre, les participant(e)s à l'atelier ont examiné le conflit et le programme de désarmement qui a suivi dans la région de Karamoja, en Ouganda, dans les années 1990 et au début des années 2000. La plupart des victimes signalées d'armes à feu étaient des hommes et des garçons. Cette situation a influé sur la structure de genre des communautés pendant et après le conflit. Les femmes sont devenues veuves et ont pris la tête de leur foyer et les jeunes filles sont devenues responsables de leur famille. L'éducation des filles a été compromise car le taux de mariages des enfants pour la survie de la famille a augmenté.

Lorsque le gouvernement ougandais a décidé d'établir un programme de collecte des armes auprès des civils, il était conscient

<sup>14</sup> Mia Schöb et Emile LeBrun, « What and Why: Gender-responsive Small Arms Programming », dans Emile LeBrun (éd.), *Gender Responsive Small Arms Control: A Practical Guide*, Small Arms Survey, 2019, p. 24, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/Q-Handbooks/HB-07-Gender/SAS-GLASS-Gender-HB.pdf>.

de l'importance de l'inclusion des femmes, en raison de leur rôle dans la société. Selon un participant, de nombreuses femmes du Karamoja entretenaient les armes à feu et connaissaient par conséquent le nombre d'armes à feu dans les manyattas (villages).

Le gouvernement a encouragé le désarmement volontaire par l'intermédiaire des églises, mais des raids violents ont été menés au cours desquels des civils armés et des soldats sont morts. Compte tenu du nombre élevé de décès, de nombreuses femmes ont tenté de convaincre les hommes de cesser de s'opposer à la campagne du gouvernement afin d'éviter d'autres pertes en vies humaines. Dans certains cas, les femmes ont également donné des informations au gouvernement sur les lieux dans lesquels se trouvaient les armes à feu pour éviter que leurs maris ne soit traduits en justice. Dans d'autres cas, les femmes remettaient subrepticement les armes à feu au gouvernement, souvent en les cachant dans du bois de chauffage. Des comités locaux pour la paix ont également été créés dans le Karamoja, au sein desquels les femmes ont joué un rôle actif pour la paix. Toutefois, l'un des défis majeurs était lié au fait que les dirigeants de la plupart des comités pour la paix étaient de sexe masculin.

Outre la compréhension des rôles de genre, les participant(e)s ont insisté sur l'importance de la collecte de données ventilées par genre pour améliorer les politiques fondées sur des données probantes en matière de maîtrise des ALPC et de désarmement. Une cartographie régionale des flux illicites d'armes légères en Afrique, publiée par l'UA et Small Arms Survey en 2019, avait déjà attiré l'attention sur un déficit de connaissances dans ce domaine.<sup>15</sup> Les participant(e)s ont corroboré cette constatation en affirmant que malgré la mise en place d'une législation sur le contrôle des ALPC par les États africains, des défis persistaient dans la collecte de données et les politiques fondées sur des preuves.

<sup>15</sup> Small Arms Survey, *Weapons Compass: Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa*, 2019, p. 62, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-AU-Weapons-Compass.pdf>.



Il est important de produire des recherches et de générer des données ventilées par genre susceptibles de mieux étayer le développement de la maîtrise des armements et le désarmement. Sans quoi, il existe un risque que des mesures ne tenant pas compte du genre renforcent par inadvertance les inégalités existantes entre les genres. »

– **RENATA H. DALAQUA**  
L'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA  
RECHERCHE SUR LE DÉARMEMENT

## 2. Au-delà des ALPC : intégrer la dimension de genre dans les secteurs de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle et des armes de destruction massive

Bien que les ALPC constituent le principal objectif de la maîtrise des armements et du désarmement en Afrique, les participant(e)s à l'atelier ont également examiné la pertinence des perspectives de genre pour d'autres types de technologies liées à l'armement. Par exemple, en ce qui concerne la cybersécurité, ils et elles ont envisagé la possibilité qu'une attaque contre des infrastructures critiques, telles que les hôpitaux, puisse avoir des incidences liées au genre et toucher de manière disproportionnée les femmes enceintes et les femmes allaitantes, par exemple. D'autres questions liées aux problèmes cyber ont été jugées pertinentes dans une perspective de genre, telles que le harcèlement en ligne et l'accès inégal aux technologies numériques.<sup>16</sup>

Afin d'améliorer leurs capacités en matière cyber, les États africains doivent relever

les défis liés aux coûts des infrastructures de cybersécurité, à l'absence de systèmes de première alerte et à la pénurie de professionnels dans le domaine cyber dans certaines régions d'Afrique. Certains participant(e)s ont fait remarquer que les pays africains ont souvent été des importateurs de technologies cyber, la plupart des solutions étant conçues par les pays développés. Ils et elles craignent que cette situation ne rende le continent vulnérable aux cybermenaces.

Les dimensions de genre de l'intelligence artificielle ont également fait l'objet de discussions. Une participante a partagé l'expérience de la campagne contre les systèmes d'armes autonomes, c'est-à-dire des systèmes d'armes qui, une fois activés, permettent de sélectionner, de traquer et d'engager des cibles sans intervention humaine.<sup>17</sup> La campagne contre les robots

<sup>16</sup> Voir par exemple, GSMA Connected Women, *The Mobile Gender Gap Report 2020*, mars 2020, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/02/GSMA-The-Mobile-Gender-Gap-Report-2020.pdf> et Ashnah Kalemera, *African Women's Safety Online in the Sustainable Development Goals Era*, 22 février 2016, <https://cipesa.org/2016/02/african-womens-safety-online-in-the-sustainable-development-goals-era>.

<sup>17</sup> Ministère de la défense des États-Unis : *Autonomy in Weapon Systems*, Directive 3000.09, Glossaire, Partie II – Définitions, 21 novembre 2012, <https://www.esd.whs.mil/Portals/54/Documents/DD/issuances/dodd/300009p.pdf>.



Qui détient les données ? Les données constituent aujourd'hui une nouvelle monnaie et sont l'actif disponible le plus précieux pour les États-nations. En Afrique, nous ne possédons pas nos données. Dans quelle mesure sommes-nous préparé(e)s à cette nouvelle situation liée à notre sécurité ? »

– **ZAINAB ALI-KOTOKO**  
COMITÉ DES SERVICES DE  
RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ EN  
AFRIQUE



tueurs (« Stop Killer Robots ») est présente au Cameroun ainsi que dans d'autres parties de l'Afrique. Son objectif principal est d'informer les parties prenantes des dangers des robots dits tueurs qui, selon la campagne, pourraient être programmés pour commettre des violences basées sur le genre.<sup>18</sup>

S'agissant des armes de destruction massive, les participant(e)s ont examiné les résultats de la recherche relative aux incidences des armes nucléaires et biologiques sur le genre. Ils et elles ont observé que, ces dernières années, les références à l'impact disproportionné des radiations ionisantes sur la santé des femmes et des filles figuraient à l'ordre du jour de réunions multilatérales relatives aux armes nucléaires.<sup>19</sup> En revanche, les débats sur les armes biologiques n'ont pas systématiquement examiné la pertinence des données ventilées par genre sur les effets de ces armes.

## MISSING LINKS

L'analyse de la dimension de genre peut être une perspective d'analyse utile pour examiner l'impact de moyens et méthodes de guerre particuliers. Les débats multilatéraux sur les armes chimiques et biologiques n'ont cependant pas systématiquement pris en compte la pertinence des données ventilées par sexe et par âge sur les effets de ces armes, ni la connaissance de la dynamique de genre.

Notre rapport « Missing Links » [« Liens Manquants »] analyse les éventuels effets des armes chimiques et biologiques sur les hommes et les femmes. Il propose une approche de l'assistance tenant compte du genre, qui peut aider les États et leurs populations à mieux résister aux incidents chimiques ou biologiques et à s'en remettre plus rapidement.

Pour en savoir plus, consultez le rapport 2019 de l'UNIDIR, « *Missing Links* » à l'adresse suivante : [unidir.org/MissingLinks](https://unidir.org/MissingLinks)

<sup>18</sup> Campagne contre les robots tueurs, *Gender and Killer Robots*, <https://www.stopkillerrobots.org/gender-and-killer-robots>.

<sup>19</sup> Des études menées auprès de survivant(e)s des bombardements nucléaires au Japon ont montré que le risque de développer des tumeurs à un stade avancé et de mourir d'un cancer en raison de l'exposition aux rayonnements ionisants était presque deux fois plus élevé pour les femmes que pour les hommes. Les femmes ont également été stigmatisées, considérées comme « contaminées » et traitées avec crainte et suspicion par d'autres membres de la société japonaise. Voir Renata Hessmann Dalaqua, James Revill, Alastair Hay et Nancy Connell : *Missing Links: Understanding Sex- and Gender-Related Impacts of Chemical and Biological Weapons*, UNIDIR, 2019, p. 6, <https://unidir.org/publication/missing-links-understanding-sex-and-gender-related-impacts-chemical-and-biological>.

Considérant que les maladies utilisées comme armes se propageraient et suivraient probablement des modèles similaires aux épidémies naturelles, l'épidémie d'Ebola pourrait constituer une étude de cas pertinente pour comprendre comment les armes biologiques affectent différemment les femmes et les hommes, les filles et les garçons. Dans la plupart des sociétés récemment touchées par le virus Ebola, les femmes sont généralement chargées de prodiguer des soins de santé et jouent souvent un rôle important dans les pratiques funéraires, notamment en lavant le corps des défunts. En conséquence, les femmes font davantage face à au risque d'être exposées à des liquides organiques ou au sang de personnes infectées. Cette configuration sociale peut, en partie, expliquer le nombre disproportionné de cas d'Ebola chez les femmes dans certains pays.<sup>20</sup>

Cela démontre la pertinence des rôles de genre dans les stratégies de riposte, qui pourraient potentiellement réduire la propagation de l'infection en cas d'apparition d'une maladie ou d'utilisation d'armes biologiques. Les participant(e)s ont également noté que l'inclusion de la dimension de genre dans une conversation sur les armes de destruction massive peut être utile pour rappeler aux représentant(e)s gouvernementaux la souffrance humaine causée par ces armes, qui ne touchent pas seulement les combattant(e)s, mais aussi les différents groupes de la société.

**20** En Guinée, l'OMS rapporte que les femmes, qui sont les principales dispensatrices de soins, sont touchées de manière disproportionnée. Dans la République démocratique du Congo, l'OMS a estimé que « les femmes représentaient 62 % (280/450) de l'ensemble des cas où des rapports sexuels ont été déclarés. » Au Liberia, « 75 % des personnes infectées ou tuées par le virus Ebola sont des femmes ». Voir OMS, *Obstacles à un endiguement rapide de la flambée de maladie à virus Ebola*, 2014, <https://www.who.int/csr/disease/ebola/overview-august-2014/fr/> ; OMS, *Maladie à virus Ebola – République démocratique du Congo*, 2018, <https://www.who.int/csr/don/06-December-2018-ebola-drc/fr/> ; Tooni Akanni, *Confronting Ebola in Liberia: The Gendered Realities*, Open Democracy, 2014, <https://www.opendemocracy.net/en/5050/confronting-ebola-in-liberia-gendered-realities-0>.



Les femmes sont des acteurs clés dans le domaine de la maîtrise des armements et le désarmement. Bien que l'Ouganda ait appuyé les réformes pour attirer plus de femmes dans les structures de sécurité, celles-ci sont encore peu nombreuses dans la hiérarchie. Il faudrait faire davantage pour soutenir leur participation à la prise de décision. »

– **FLORENCE KIRABIRA**  
POINT DE CONTACT NATIONAL  
SUR LES ALPC, MINISTÈRE DE  
L'INTÉRIEUR, OUGANDA



### 3. Participation et leadership des femmes dans la maîtrise des armements et le désarmement

Il est nécessaire d'examiner et de prendre en considération les multiples rôles que peuvent jouer les femmes dans la sécurité internationale : en tant que victimes, auteurs de crimes, membres des forces armées, combattantes, activistes pour la paix, agents de sécurité, responsables politiques, contrôleuses des armes, etc. Dans l'État du Plateau au Nigeria, par exemple, les femmes continuent de veiller sur leurs terres et leurs communautés après que les hommes ont été tués dans un conflit. Dans cette région, les femmes font également le commerce des armes pour gagner leur vie et protéger leurs communautés. Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, les femmes participent à la production artisanale des ALPC, il s'agit de la deuxième source de production d'ALPC illicites en Afrique.<sup>21</sup> Cet échange de rôles des genres remet en question les stéréotypes et les constructions limitées

basées sur le genre qui considèrent les femmes uniquement comme des victimes.

Au Mali, où les agriculteurs et agricultrices, les commerçant(e)s et les éleveurs et éleveuses ont un accès facile aux ALPC, les femmes ont ressenti les conséquences désastreuses d'une insécurité exacerbée par la disponibilité des armes. Elles se sont regroupées pour former un mouvement de lutte contre la prolifération des armes dans le pays. Des groupes de la société civile composés de femmes et de jeunes ont été créés dans les années 1990 pour participer aux processus de rétablissement de la paix et de résolution des conflits. Les femmes se sont engagées dans des missions de paix. Elles se sont informées sur le commerce des armes, la prolifération et l'acquisition d'armes. Des femmes venues de différents secteurs ont pris part à des campagnes de sensibilisation et se sont

<sup>21</sup> Commission de l'Union Africaine et Small Arms Survey, *Weapons Compass: Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa*, 2019, p. 55, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-AU-Weapons-Compass.pdf>.



Les discussions nationales sur la maîtrise des armes légères et de petit calibre devraient inclure tous les acteurs et actrices clés du gouvernement, de la société civile, des dirigeant(e)s des communautés touchées, des représentant(e)s des jeunes et des femmes, bien entendu. Personne ne devrait être laissé pour compte. »

– FLORENCE ENIAYEHOU  
INITIATIVE DES FEMMES POUR LA  
PAIX ET LA SÉCURITÉ, BÉNIN

engagées dans les réformes en matière de sécurité, même lorsqu'elles n'y avaient pas été officiellement invitées par l'État. Elles ont fait valoir leur droit à participer et à contribuer aux efforts de construction de la paix.

L'expérience du Mali montre l'importance d'inclure différents acteurs, tels que les membres de la communauté et de la société civile, les organisations de femmes, les médias et les acteurs et actrices politiques dans les discussions sur la résolution des conflits et la construction de la paix pour parvenir à une paix et à un développement durables. Ces discussions et ces processus ne doivent pas être laissés aux seuls secteurs militaires ou de la sécurité.

L'ensemble de l'Afrique a connu une augmentation du nombre de femmes occupant des postes décisionnels au cours des dernières décennies. Par exemple, en janvier 2020, le Rwanda est l'État qui compte le plus grand nombre de femmes au parlement, celles-ci représentant 61,3 % de la Chambre des députés et 38,5 % du Sénat. En Afrique du Sud, au Sénégal, en Namibie et au Mozambique, les femmes occupent plus de 40 % des sièges dans les structures parlementaires respectives.<sup>22</sup> Toutefois, lorsqu'il s'agit de

questions considérées comme de « haute sécurité », les femmes sont fortement sous-représentées, la plupart de ces postes étant généralement occupés par des hommes.

En 2020, pour la première fois, une femme a été nommée au grade de contrôleur général de la police en Côte d'Ivoire. La Commission des ALSP du Mali a compté consécutivement deux femmes à sa tête. En Ouganda, le coordinateur national pour le contrôle des armes légères est une femme qui a été nommée en 2019. Elle est la première femme à diriger ce bureau et la seule femme à la tête d'un point de contact national sur les ALPC parmi les 15 États membres rassemblés sous l'égide de la structure de la région des Grands Lacs connue sous le nom de Centre régional des armes légères dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États voisins (RECSA). Cela montre que, malgré des exemples encourageants de femmes à des hauts postes de direction dans le secteur de la sécurité, ces exemples restent l'exception.

Au niveau continental, la Déclaration solennelle de l'UA sur l'égalité entre les hommes et les femmes (2004) affirme le principe de la parité de genre dans toutes les nominations de l'UA. Actuellement,

<sup>22</sup> Union interparlementaire et ONU Femmes, *Women in Politics* : 2020, 2020, <https://www.ipu.org/resources/publications/infographics/2020-03/women-in-politics-2020>.



Il est important de créer un réseau solide de femmes du continent africain pour discuter et partager des expériences en matière de maîtrise des armements et de désarmement. Une base de connaissances solide et un groupe d'expertes soutiendront les efforts individuels des femmes dans leurs pays respectifs. »

– **ANGELINE KAIGAMA KEL**  
FEMMES LEADERS POUR LA LUTTE  
CONTRE LA PROLIFÉRATION DES  
ARMES, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



l'organisation a atteint la parité de genres à son plus haut niveau de prise de décision, avec quatre femmes et quatre hommes agissant en tant que commissaires de l'UA. Toutefois, la proportion globale de femmes travaillant dans les organes et institutions de l'UA est à peine supérieure à un tiers, ce qui signifie que davantage d'efforts sont nécessaires pour faire appliquer la politique des quotas.<sup>23</sup>

Un bon exemple d'adhésion au principe de la parité de genre reconnu lors de l'atelier est le groupe inaugural d'expert(e)s de l'UA sur la cybersécurité, qui s'est réuni pour la première fois en décembre 2019. Le groupe est composé de dix expert(e)s, cinq hommes et cinq femmes, et son objectif principal est de conseiller l'UA sur les questions et les politiques de cybersécurité. Les participant(e)s ont souligné la pertinence particulière de ce cas, étant donné que le domaine cyber a été caractérisé par un faible niveau de participation des femmes. Ils et elles ont fait remarquer que la persistance des stéréotypes basés sur le genre peut rendre difficile pour les femmes et les filles la poursuite de leurs études et le fait de bénéficier d'opportunités de carrière dans les domaines des STIM. Des groupes de la société civile en Afrique

ont travaillé pour changer cela en créant des communautés en ligne et hors ligne pour les professionnelles et passionnées de cybersécurité, notamment SheSecures, Cyber In Africa, Shehacks Ke, Women in Cyber Nigeria.

Les participant(e)s ont souligné que les défis liés à la participation et au leadership des femmes dans le secteur de la sécurité proviennent d'une myriade d'obstacles, allant des stéréotypes basés sur le genre et des attitudes sexistes envers les femmes aux préjugés basés sur le genre dans le recrutement et la promotion et aux obstacles juridiques et administratifs à l'encontre des femmes dans les structures militaires et de sécurité nationale. Pour surmonter ces inégalités, il est important de lever les obstacles juridiques, administratifs et institutionnels qui empêchent les femmes de rejoindre le secteur de la sécurité. Des programmes de soutien, incluant le mentorat et l'encadrement, devraient également être mis en place pour permettre aux femmes de s'épanouir professionnellement.

Les participant(e)s ont souligné l'importance de documenter les expériences des femmes dans le secteur de la sécurité afin de remettre en question les stéréotypes basés sur le genre et d'encourager les

<sup>23</sup> Pour plus d'informations sur l'état actuel de la parité entre les hommes et les femmes au sein de l'UA, voir le magazine Sankofa, n° 25, janvier-mars 2020.

jeunes femmes à participer à ce secteur. Ils et elles ont également mis en lumière le rôle des médias dans l'établissement de l'agenda sur les perspectives de genre dans le désarmement et le contrôle des ALPC. Il est utile d'établir des partenariats avec les médias aux niveaux communautaire et national et de mettre en valeur la voix des femmes en les présentant comme des expertes dans le domaine et des sources médiatiques sur le thème des ALPC.

Enfin, reconnaissant que le patriarcat est encore fort en Afrique, il est nécessaire d'engager les hommes comme défenseurs de l'égalité des genres dans le secteur de la sécurité. Les participant(e)s venues d'Ouganda ont expliqué comment le pays a reproduit la stratégie « He For She », lancée par les Nations Unies pour encourager les hommes à être des agents du changement et à prendre des mesures pour promouvoir l'égalité des genres.<sup>24</sup> Ce type d'initiative peut avoir des effets positifs sur le développement professionnel des femmes, surtout s'il conduit à des engagements spécifiques et mesurables en faveur de l'égalité des genres et s'accompagne d'outils de responsabilisation.

<sup>24</sup> HeForShe, <https://www.heforshe.org/fr>.



# GLOSSAIRE TERMINOLOGIQUE

## Analyse de la dimension de genre

L'analyse de la dimension de genre est un examen critique de la manière dont les différences de rôles, d'activités, de besoins, d'opportunités, de droits et d'attributions entre les genres affectent les hommes, les femmes, les filles, les garçons, les personnes non binaires ou genderfluid dans certaines situations ou certains contextes. L'analyse de la dimension de genre examine les relations entre les genres, leur accès et contrôle des ressources, ainsi que les contraintes auxquelles ils sont confronté(e)s les uns par rapport aux autres.

L'analyse de la dimension de genre peut être intégrée dans toutes les évaluations sectorielles ou les analyses de situations afin de garantir que les injustices et les inégalités fondées sur le genre ne soient pas exacerbées par les interventions et que, dans la mesure du possible, une plus grande égalité et une plus grande justice dans les relations entre les genres soient encouragées.<sup>25</sup>

## Armes légères et de petit calibre

Les armes de petit calibre sont, au sens large, des armes conçues pour un usage individuel. Elles comprennent, entre autres, les revolvers et les pistolets à chargement automatique, les fusils et les carabines, les mitraillettes, les fusils d'assaut et les mitraillettes légères.

Les armes légères sont, au sens large, des armes conçues pour être utilisées par deux ou trois personnes faisant partie d'une équipe, bien que certaines puissent être portées et utilisées par une seule personne. Elles comprennent, entre autres, les mitrailleuses lourdes, les lance-grenades portatifs sous canon et montés, les canons anti-aériens portables, les canons antichars portables, les fusils sans recul, les lance-missiles et lance-roquettes antichars portables, les lance-missiles anti-aériens portables et les mortiers d'un calibre inférieur à 100 millimètres.<sup>26</sup>

## Égalité des genres

L'égalité des genres désigne l'égalité des droits, des responsabilités et des chances entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, ainsi qu'entre les personnes non binaires ou genderfluid. L'égalité signifie que les droits, les responsabilités et les opportunités d'une personne ne dépendront pas de son genre. Elle implique la prise en compte des intérêts, des besoins et des priorités de tous - hommes, femmes, filles, garçons, personnes non binaires ou genderfluid - en reconnaissant la diversité des différents groupes.<sup>27</sup>

## Genre

Le genre fait référence aux rôles, comportements, activités et attributs qu'une société donnée, à un moment donné, considère comme appropriés ou comme une « norme » pour les femmes et les hommes, les filles et les garçons, ainsi que pour les personnes non binaires ou genderfluid.

Les normes de genre sont des différences socialement construites, par opposition aux différences biologiques (sexe), et elles fonctionnent comme des règles sociales de comportement, définissant ce qui est souhaitable et ce qu'il est possible de faire en tant qu'homme ou femme dans un contexte donné.

Dans la plupart des sociétés, les normes de genre ont entraîné des différences et donc des inégalités entre les femmes et les hommes en termes de responsabilités, de rôles, d'accès et de contrôle des ressources et d'opportunités de prise de décision qui leur sont socialement assignés.<sup>28</sup>

**25** Il s'agit d'une définition élargie basée sur le Centre de formation d'ONU Femmes, « Gender Analysis », *Glossaire d'égalité des sexes*, <https://trainingcentre.unwomen.org/mod/glossary/view.php?id=151&mode=letter&lang=fr>.

**26** Instrument international de traçage, 2005, [http://www.poa-iss.org/InternationalTracing/ITI\\_French.pdf](http://www.poa-iss.org/InternationalTracing/ITI_French.pdf).

**27** Il s'agit d'une définition élargie basée sur le Centre de formation d'ONU Femmes, « Gender Equality », *Glossaire sur l'égalité des sexes*, <https://trainingcentre.unwomen.org/mod/glossary/showentry.php?eid=54>.

**28** UNIDIR, « What is Gender? », *Centre de genre et désarmement*, <https://unidir.org/gender-perspective>.

## Intégration de la dimension de genre

L'intégration de la dimension de genre est le processus d'évaluation des implications pour les femmes et les hommes, les filles et les garçons, ainsi que pour les personnes non binaires ou genderfluid, de toute action planifiée, y compris la législation, les politiques ou les programmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il s'agit d'un moyen de faire des préoccupations et des expériences de chacun une dimension intégrante de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et des programmes dans toutes les sphères politiques, économiques et sociétales, de sorte que les hommes, les femmes, les filles, les garçons, les personnes non binaires ou genderfluid en bénéficient de manière égale et que l'inégalité ne se perpétue pas.<sup>29</sup>

## Maîtrise des armes légères intégrant la dimension de genre

La maîtrise des armes légères intégrant la dimension de genre signifie que les programmes et projets pertinents tiennent compte des dynamiques spécifiques au genre - y compris les attentes sociales et culturelles dominantes et les rôles des personnes en fonction de leur identité de genre - dans une société, un temps et un lieu donnés. Les programmes de maîtrise des armes légères intégrant la dimension de genre peuvent être sensibles au genre ou transformer le genre selon qu'ils cherchent à changer les normes sous-jacentes du genre afin de parvenir à une réduction durable de la violence des armes légères, et à atteindre l'égalité des genres.<sup>30</sup>

## Résolution 1325 du Conseil de sécurité

La résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité réaffirme le rôle important des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, les négociations de paix, la construction de la paix, le maintien de la paix, la réponse humanitaire et la reconstruction post-conflit. Elle souligne l'importance de leur participation égale et de leur pleine implication dans tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité. Elle encourage vivement tous les acteurs et toutes les actrices à accroître la participation des femmes et à intégrer les perspectives de genre dans tous les efforts de paix et de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Elle appelle également toutes les parties à un conflit à prendre des mesures spéciales pour protéger les femmes et les filles contre la violence basée sur le genre, en particulier le viol et d'autres formes d'abus sexuels, dans les situations de conflit armé.<sup>31</sup>

## Violence basée sur le genre

La violence basée sur le genre est un terme général qui désigne tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et qui est basé sur des différences de genre socialement attribuées, y compris la violence homophobe et transphobe contre ceux qui défient les normes de genre. La violence basée sur le genre englobe la violence à l'égard des femmes et des filles, la violence à l'égard des hommes et des garçons et la violence à l'égard des personnes ayant d'autres identités de genre.

Il peut s'agir de violences sexuelles, physiques, verbales, psychologiques et socio-économiques. La nature et l'ampleur de certains types de violences basées sur le genre varient selon les cultures, les pays et les régions. Exemples : le viol, la grossesse forcée, l'exploitation sexuelle, les abus, la prostitution forcée et l'esclavage sexuel.<sup>32</sup>

<sup>29</sup> Il s'agit d'une définition élargie basée sur le Centre de formation d'ONU Femmes, « Gender Mainstreaming », Glossaire sur l'égalité des sexes, <https://trainingcentre.unwomen.org/mod/glossary/showentry.php?eid=61>.

<sup>30</sup> Mia Schöb and Emile LeBrun, « What and Why: Gender-responsive Small Arms Programming », dans Emile LeBrun (éd.), *Gender Responsive Small Arms Control: A Practical Guide*, Small Arms Survey, Small Arms Survey, 2019, p. 24, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/Q-Handbooks/HB-07-Gender/SAS-GLASS-Gender-HB.pdf>.

<sup>31</sup> Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme, *Landmark Resolution on Women, Peace and Security*, <https://www.un.org/womenwatch/osagi/wps/>.

<sup>32</sup> International Gender Champions Disarmament Impact Group and Control Arms, *Gender in the Arms Trade Treaty*, fiche d'information, 2018, <https://unidir.org/publication/fact-sheet-gender-att>.

## PROGRAMME DE L'ATELIER | 25 FÉVRIER 2020

09h30 – 09h45

### Remarques de bienvenue

Renata H. Dalaqua, UNIDIR  
Robert Kotchani, OHCHR

09h45 – 11h30

### Plénière 1 « Maîtrise des armements et désarmement respectueux de l'égalité des genres : passer de la parole aux actes »

*Cette session se concentrera sur les mesures visant à lutter contre les effets des conflits et de la violence sur les femmes dans la région. Les intervenant(e)s offriront des perspectives diverses sur les approches de la sécurité tenant compte de la dimension de genre, y compris des aperçus des initiatives régionales sur le contrôle des ALPC et de la mise en œuvre du programme « Femmes, paix et sécurité » aux niveaux régional et national.*

#### Intervenantes

- Commissaire Angela Nakafeero, ministère du genre, du travail et du développement social, Ouganda
- Colonel major Nema Sagara, Commission nationale sur les ALPC, Mali
- Onyinye Onwuka, Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Modératrice: Renata H. Dalaqua, UNIDIR

11h45 – 13h15

### Séance de réflexion 1 « Que peut-on faire pour renforcer la composante de genre dans les politiques et programmes visant à réduire les transferts illicites d'armes légères et la violence armée dans la région, y compris l'initiative « Faire taire les armes » ? »

*Les participant(e)s se diviseront en deux groupes pour faire le point sur les efforts actuels de contrôle des armes à feu et proposer des idées pour les rendre plus sensibles à la dimension de genre.*

Animatrices: Fairlie Chappuis, Pathfinders

Mia Schöb, Small Arms Survey

Commentatrices : Florence Kirabira, ministère de l'intérieur, Ouganda

Marie Ahou Assoumou, Commission nationale sur les armes légères, Côte d'Ivoire

14h30 – 16h00

### Plénière 2 « Comment promouvoir la participation des femmes au contrôle des armes et au désarmement ? »

*La discussion portera sur la relation entre la violence basée sur le genre et la participation des femmes au contrôle des armes et au désarmement. Tentant de surmonter l'articulation limitée des femmes en tant que victimes, les intervenantes partageront les enseignements de leur travail dans les domaines de la politique de défense, de la sécurité nationale et de la diplomatie.*

#### Intervenantes

- Josephine Habba, Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest, Nigeria

- Margaret Arach Orech, Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, Ouganda

Modératrice: Helen Nambalirwa Nkabala, Université Makerere, Ouganda

16h15 – 17h45

**Séance de réflexion 2** « Qu'est-ce que le leadership inclusif ? Que peut-on faire pour le promouvoir dans les structures de sécurité ? »  
*Les participant(e)s se diviseront en deux groupes pour discuter des aspects du leadership inclusif et de leur pertinence pour parvenir à une sécurité inclusive. Ils et elles partageront également des propositions concrètes pour faire progresser ce type de leadership au sein des structures de sécurité nationales et internationales.*

Animatrices : Florence Eniayehou, Initiative des femmes pour la paix et la sécurité, Bénin  
Joana Ama Osei Tutu, Centre International Kofi Annan de formation au maintien de la paix, Ghana

Commentatrices : Bintou Founé Samake, WILDAF, Mali  
Silungile Hlongwa, Centre pour le dialogue et la médiation de la paix, Afrique du Sud

## PROGRAMME DE L'ATELIER | 26 FÉVRIER 2020

09h00 – 10h30

**Plénière 3** « Appliquer une perspective de genre aux politiques relatives aux armes de destruction massive et aux nouvelles technologies de l'armement (intelligence artificielle, cybertechnologie) »

*La discussion portera sur les problèmes de sécurité internationale sous l'angle du genre, avec une concentration particulière sur les types d'armes généralement perçues comme faisant partie d'une « réalité lointaine », par exemple les armes nucléaires, les systèmes d'armes autonomes, la cybertechnologie.*

Intervenantes

- Armelle Tsafack, Campagne contre les robots tueurs, Cameroun
- Elizabeth Kolade, Association des experts en cybersécurité du Nigeria
- Renata H. Dalaqua, UNIDIR

Modératrice : Nomsa Ndongwe, James Martin Center for Nonproliferation Studies

11h00 – 12h30

**Séance de clôture** « Renforcer les perspectives de genre dans le Sud global »

*Présentation des résultats des séances de réflexion, suivie d'une discussion ouverte au cours de laquelle les participant(e)s partagent leurs conclusions et recommandations pour renforcer les perspectives de genre dans le Sud global.*

Animatrice : Erly Munoz, UNREC

## Une paix durable est inextricablement liée à l'égalité des genres.

Comment les perspectives de genres influencent-elles les mesures de désarmement ? Que peut-on faire pour faire progresser l'intégration de la dimension de genre dans les processus de maîtrise des armements ?

Il s'agit de certaines des questions principales qui ont orienté les discussions lors de l'atelier régional organisé par l'UNIDIR à Entebbe, en Ouganda. S'appuyant sur l'expertise et l'expérience de diplomates, d'officiers de l'armée, de praticien(ne)s de la société civile et d'universitaires, ce rapport propose des idées pour promouvoir les perspectives de genre dans la maîtrise des armements ainsi que pour augmenter la participation des femmes dans la sécurité internationale.

@UNIDIR  
[www.unidir.org](http://www.unidir.org)



**UNIDIR** INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR  
LA RECHERCHE SUR LE DÉSARMEMENT